



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

radio et télévision

Question au Gouvernement n° 1206

Texte de la question

PLAN SOCIAL À RADIO FRANCE INTERNATIONALE

M. le président. La parole est à M. Patrick Bloche, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Patrick Bloche. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

La mise sous dépendance budgétaire et politique de l'audiovisuel public conduite par le Président de la République se poursuit de manière implacable. C'est le président de Radio-France qui, ayant déplu au Château, se voit ainsi congédié ! C'est surtout le scandaleux plan social qui a été annoncé à Radio France Internationale, dont l'État est, rappelons-le, l'actionnaire. Ainsi, 206 postes sur un millier, soit 20 % des effectifs, vont être supprimés à RFI. Voilà une nouvelle fois la preuve du double langage de Nicolas Sarkozy qui, d'un côté, admoneste les patrons voyous et, de l'autre, supprime des emplois publics alors que les chiffres du chômage explosent dans notre pays. (*" Très juste " sur les bancs du groupe SRC.*) "Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ", telle est la devise du Gouvernement.

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Rien à voir avec le sujet !

M. Patrick Bloche. Ma question, de fait, est triple.

Monsieur le Premier ministre, allez-vous, en tant qu'actionnaire, demander le retrait pur et simple du plan social diligenti à RFI dans les pires conditions par M. de Pouzilhac et Mme Ockrent ?

Allez-vous, comme actionnaire, agir pour maintenir les conventions collectives qui contribuent, par les garanties sociales qu'elles apportent, à l'indépendance de l'audiovisuel public et au pluralisme de l'information ?

Enfin, allez-vous tout simplement sauver RFI, devenue le parent pauvre de l'audiovisuel extérieur de la France...

M. Maxime Gremetz. Scandaleux !

M. Patrick Bloche. ... alors que cette radio, troisième audience mondiale, contribue au rayonnement international de la France et assure, par son pluralisme linguistique, la diffusion d'une information libre vers des peuples qui, à travers le monde, en sont privés ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme Christine Albanel, ministre de la culture et de la communication.

Mme Christine Albanel, *ministre de la culture et de la communication*. S'agissant de la convention collective, la loi sur l'audiovisuel public a eu pour conséquence, avec la création d'une société unique dont le principe a été approuvé par tous, notamment sur vos bancs, de faire tomber les conventions collectives et d'entraîner une phase de renégociation. À cet égard, nous pouvons faire toute confiance aux partenaires sociaux.

Concernant l'audiovisuel extérieur de la France, nous y consacrons autant d'argent que nos voisins, mais avec moins de visibilité et de cohérence. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) L16:49 23/04/2009es moyens financiers étaient, en effet, éparpillés entre TV5, France 24 et RFI.

RFI ne faisait pas l'objet d'une attention réelle et était en quelque sorte le parent pauvre (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), alors que RFI est un fleuron.

M. Patrick Bloche. Alors, soutenez-le !

M. Marcel Rogemont. Au lieu de supprimer des emplois !

Mme Christine Albanel, *ministre de la culture et de la communication*. Nous avons fait un certain nombre de choix, notamment celui de consacrer plus de 17 millions d'euros - qui s'ajoutent aux 130 millions d'euros de son budget - à la recapitalisation de RFI. Ses dirigeants ont fait le choix d'être présent en Afrique, par exemple, considérant que les priorités en Europe sont moindres. Nous devons privilégier Internet, car nous sommes à un

moment de mutation technologique : la FM est souvent plus intéressante que les ondes courtes et longues. Nous sommes en effet à un moment de choix.

Les restructurations seront portées par les dirigeants de RFI. Les départs seront accompagnés dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi, mais il y aura également des recrutements pour faire face aux mutations technologiques. Nous portons une ambition pour l'audiovisuel extérieur de la France (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), dans la cohérence, qui faisait auparavant cruellement défaut. L'État est aux côtés des dirigeants de RFI ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.- Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Patrick Bloche](#)

Circonscription : Paris (7^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1206

Rubrique : Audiovisuel et communication

Ministère interrogé : Culture et communication

Ministère attributaire : Culture et communication

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 9 avril 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 avril 2009